

«*Anti.Mythes*» a reçu, en date du 25 nivôse 234 / 14 janvier 2026, une lettre anarchiste du père PALNOR, à propos des manifestations agricoles...

A QUOI SERT LA VACCINATION S'Y ON NE S'EN SERT PAS? ET LE MUTUALISME DE MÊME?...

Salut les amis!

Les semaines qui viennent de s'écouler ont été marquées par de nombreuses manifestations agricoles. Elles étaient, en certains lieux, en relation à l'épizootie variolique bovine (dermatose) apparue récemment, et pour laquelle un vaccin est déjà disponible et utilisé. Cependant, malgré la vaccination, des abattages ont lieu, selon les préconisations vétérinaires, afin de ne pas étendre la maladie en dehors de chaque exploitation concernée.

Il est difficile de ne pas faire un parallèle avec la monstrueuse épidémie covidienne du début de la décennie. Celle-là a été maîtrisée par des mesures analogues, préconisées scientifiquement: confinement, dépistage, isolement des individus contaminés, vaccination..., mais, évidemment, pas d'abattage!!!

Ces mesures avaient été fortement critiquées par une catégorie d'individus, dits «*anti-vaccins*». Peut-être souhaitaient-ils l'abattage des contaminés plutôt que la vaccination des autres?

Hélas pour eux, mais heureusement pour l'Humanité, il est des moments, tout de même, où l'Humanité bénéficie de la mansuétude de l'État, ceux où sa disparition entraînerait de fait... celle de l'État lui-même; mais ce n'est pas l'idée que nous avons, nous-autres, de la nécessité de sa disparition!

Au moment où j'écris ces mots, cette épizootie est au moment de sa maîtrise, en espérant son éradication.

Je ne dirai rien sur les supputations concernant son développement d'une zone à une autre fort éloignée, qu'il soit accidentel, inconscient ou inconséquent, c'est un lot de circonstances dans lequel l'absence de conscience du risque est amplifié par des situations de détresse économique.

Dans une autre situation épizootique, celle de la grippe aviaire, situation récurrente depuis plusieurs décennies déjà, les mêmes mesures sanitaires sont mises en œuvre, avec des résultats efficaces sur la limitation de sa propagation.

Mais là, la question de la vaccination n'est pas abordée de la même façon; pas pour des raisons scientifiques, pour des raisons économiques.

Le coût d'un bovin abattu n'est pas celui d'un poulet. C'est le coût de la vaccination d'une volaille eu égard à la durée nécessaire à sa reconstitution, sa-

chant que le coût de la vaccination d'un poulet est quasiment le même que celui d'un bœuf, qui est l'argument majeur.

Chaque exploitant, ou chaque exploitation, a le droit d'apprécier ou non, selon l'état de vigueur ou de détresse de son activité, si ce choix économique leur convient.

Car ce choix est celui de l'État seul, pas celui des scientifiques. Et, circonstances aggravantes, ce choix intervient dans des circonstances où l'état de détresse est amplifié par l'obsédant encombrement normatif dénoncé par ces mêmes activités. Lui-même est le résultat d'un excès bureaucratique, c'est-à-dire du zèle d'une catégorie de fonctionnaires à vouloir se démontrer indispensables par de la pratique réglementaire strictement paperassière! Il totalement inutile dans la mesure où il se substitue au travail des techniciens, - pourquoi pas fonctionnaires? - individus dotés des capacités techniques appropriées, tant dans le domaine professionnel lui-même que le domaine sanitaire corollaire ou le domaine évolutif de l'activité concerné, - bref des conseillers qualifiés, de terrain, sans esprit préalablement coercitif!

Méfiez-vous des imbéciles qui disent ne pas connaître ces «*normalisateurs*» des temps présents, - ni dans les fonctions publiques, - ni dans les activités privées, - ils en sont probablement eux-mêmes, ou y aspirent! Cette catégorie de supplétifs n'ose pas forcément se mettre trop à découvert, pour éviter qu'on ne découvre vite sa totale inutilité sociale, et son activité strictement paperassière caractéristique de son parasitisme économique!

En ce milieu de janvier, le souci des agriculteurs (au sens très large du terme) s'est finalement concentré sur un problème plus grave sans doute: le traité de libre-échange *Union européenne-Marché commun sud-américain*.

Ce traité n'institue pas un nouveau marché en tant que tel, il existait, mais avec des règles, tandis que, maintenant, il existerait... sans règles. Et surtout sans les bureaucrates si tatillons à propos des règles que les agriculteurs de la *Communauté européenne*, eux, doivent subir!

Un *a parte* sur cette partie: il semble que l'arrivée de SHEIN au *B.H.V.-Galeries Lafayette* de Paris ait en-

traîné un boycott de cette enseigne, dont les conséquences financières ne seraient pas anodines. Si ce fait est vérifié, c'est un exemple à méditer.

Pour continuer sur les épizooties que nous connaissons en ce moment:

- d'une part la vaccination et le confinement des exploitations sont des dispositions sanitaires fondamentales;
- d'autre part l'abattage est une mesure ultime à utiliser de manière pondérée et non systématiquement, et exclusivement sur des critères scientifiques.

Pour éviter d'en arriver à cette extrémité, la vaccination préventive reste le moyen utilisé pour l'espèce humaine dans le cas de la grippe saisonnière et la covid! Le caractère préventif est fondamental en vaccination. Pourquoi ne serait-elle pas systématiquement mise en place dans le cas de la grippe aviaire, grippe saisonnière par excellence, dans les régions concernées, bien connues pour cause de propagation par la faune sauvage migratrice?

Si les raisons évoquées, strictement économiques et politiques, car le coût en est assuré par le budget de l'État, s'opposent de fait à une pratique préventive plus efficace et de moindre conséquence dra-

matique, alors ce secteur d'activité devrait réfléchir à l'utilisation de la mutualisation des risques et de sa prévention, comme il le fait pour d'autres parties de son activité générale.

Que représente la vaccination des troupeaux à risque saisonnier par rapport à l'ensemble des troupeaux d'un pays? Que représente le renouvellement de troupeaux abattus par mesure d'urgence sanitaire au regard de l'ensemble du cheptel national?

La mutualisation de ce risque, tant en prévention qu'en conséquence, garantirait tous les aspects d'une régularité d'activité, sans la soumettre aux décisions d'ordre politique qui ne finissent qu'en décision d'ordre économique, mais parfois en désastre économique et individuel pour les intéressés.

S'émanciper de l'État, de sa bureaucratie justifiée par elle-seule et pour elle-seule, de ses hommes politiques justifiés par eux-seuls et pour eux-seuls, c'est une tentative de faire progresser au mieux les conditions des activités de toutes sortes avec le moins de «*stress*» pour chacun, et dans les véritables formes de solidarité.

A bon entendeur...
